

AMIRA BOURAOUI

Une gynécologue qui veut faire avorter le 4^e mandat

Marquée, dès son jeune âge, par les évènements du 5 octobre 1988, D' Amira Bouraoui n'a pas hésité à sauter le pas dans le contexte actuel. Vingt-cinq ans plus tard, elle participe activement dans le militantisme et s'implique dans le mouvement «Barakat» contre le 4^e mandat du président sortant, Abdelaziz Bouteflika.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Médecin spécialiste en gynécologie-obstétrique, le D' Amira Bouraoui ne néglige pas pour autant de s'investir dans l'action politique. Elle fait partie des initiateurs du mouvement «Barakat». Un mouvement dont elle voit un signe d'«espoir», un «éveil», et une «prise de conscience» citoyenne. «Ce mouvement de protestation est le déclic qui va permettre au citoyen de s'exprimer», dit-elle.

Issue du quartier populaire de Bab-El-Oued à Alger, l'activiste politique se souvient des évènements du 5 octobre 1988 et du

terrorisme. Deux périodes dont elle a été fortement marquée.

Evoquant ses huit années de travail à la Caisse nationale de la sécurité sociale (Cnas), en tant que médecin-conseil, elle se rappelle de ses premiers pas dans la «résistance». «J'étais un élément dynamique qui ne se laissait pas faire et je rejetais le mode de gestion à la Cnas».

Son caractère d'«opposante» se forge à travers les différents évènements qu'a connus la scène politique nationale.

Elle critiquait les arrestations des leaders politiques d'opposition et des journalistes ainsi que

le concept de la réconciliation nationale tel qu'il a été conçu. Affirmant n'avoir jamais soutenu Bouteflika, elle précise qu'elle était contre le viol de la Constitution.

D'ailleurs, poursuit-elle, «j'ai même soutenu la CNCD (Coordination nationale pour le changement et la démocratie)». Un soutien soldé par une première arrestation le 12 février 2011. Pour la gynécologue-obstétricienne, le 3^e mandat a été «très dur» à porter. «C'est un mandat qu'il a volé. Un mandat anticonstitutionnel qui a mis fin à tous nos espoirs», dit-elle. Elle décrit Bouteflika comme le symbole d'un système révolu. «Il faut que tout ce système comprenne qu'une Algérie nouvelle est en train de voir le jour».



Photo DR.

Amira Bouraoui déterminée à poursuivre son combat.

Après 4 arrestations en 8 jours, Amira Bouraoui est déterminée à continuer son combat. «Je ne cherche pas à devenir une femme politique, ma vie privée et ma vie professionnelle me plaisent mais les choses doivent changer en Algérie».

Mère de deux enfants, elle se

définit comme une anticonformiste face à ce que le pouvoir a imposé comme conformité mais pas du tout anarchiste. Une personne sensée mais révoltée, colérique face aux atteintes aux droits et intransigeante face à l'injustice.

R. N.

PRÉSIDENTIELLE

Rebaïne présente son programme

Ali Fawzi Rebaïne, président de Ahd 54, est candidat à la prochaine présidentielle. C'est sa troisième participation. Lors d'une conférence de presse, tenue hier, le candidat s'est exprimé sur sa candidature, son programme présidentiel et sans oublier de rendre hommage aux femmes algériennes à l'occasion de la Journée mondiale de la lutte des droits des femmes.

Saadia Gacem - Le Soir (Alger) - Rebaïne a débuté son discours en rendant un vibrant hommage aux moudjahidate, dont sa mère Fattouma Ouzegane. Il rappelle qu'il a toujours lutté pour les droits des femmes, «pour l'égalité et l'équité entre hommes et femmes». Le candidat dit avoir obtenu 80 000 signatures «je remercie pour cela le travail des militants. Cela signifie que j'ai des personnes compétentes qui me soutiennent». Le président de Ahd 54, qui s'est présenté aux élections présidentielles de 2004 et 2009,

déclare qu'il n'y a jamais eu de vraies élections démocratiques et transparentes en Algérie «Quand y a-t-il eu des élections libres et démocratiques en Algérie ? Les élections sont truquées, nous le savons tous. Je sais que c'est une dictature. Qui peut croire qu'un candidat peut faire 90,24% à la présidentielle ?» (score de Bouteflika en 2009). Dans ce cas, pourquoi y participer ? Questionnent bon nombre de journalistes présents à la conférence de presse. A cette question, Rebaïne répond qu'il a toujours été mili-



Photo Samir Sidi.

Faouzi Rebaïne.

tant, qu'il milite politiquement depuis plus de 30 ans, pour lui la lutte se passe sur le terrain politique. «Je ne déserte pas le champ de bataille. Je ne suis pas

un harki, le combat, il faut qu'il soit mené. Que veut-on faire pour le pays ?», clame-t-il. Mais peut-il faire confiance aux urnes ? Demande un journaliste. Le candidat affirme qu'il fait confiance au peuple algérien. «On se bat à armes inégales mais je reste confiant.» Par armes inégales, Rebaïne parle des privilèges dont bénéficie Bouteflika auprès de l'ENTV, du Conseil constitutionnel et de la classe politique. «La Télévision ne parle que d'un seul candidat !».

En ce qui concerne l'état de santé du Président sortant et candidat, Rebaïne avoue que cela fait 2 ans qu'il demande le certificat médical de Bouteflika. «J'étais le seul à le demander. Aujourd'hui, je soutiens les personnes qui descendent dans la

rue contre le 4^e mandat. Je ne me joins pas à eux parce qu'on pourrait me taxer de faire de la récupération.»

Le candidat décline, ensuite, de manière succincte quelques lignes de son programme électoral «nous allons privilégier les volets social et éducatif. Il faudrait aussi désigner à vie cinq juges au Conseil constitutionnel afin d'assurer l'indépendance du conseil». Rebaïne ajoute qu'il faut, par ailleurs, assurer une pluralité syndicale, l'indépendance de la Banque d'Algérie et réguler le marché des échanges. Ali Fawzi Rebaïne semble déterminé à aller jusqu'au bout d'un jeu électoral qui ne laisse pas beaucoup de place aux surprises.

S. G.

UNE CÉRÉMONIE A ÉTÉ TENUE HIER EN SON HONNEUR

Le MDS rappelle le sacrifice de la femme algérienne

Le Mouvement démocratique et social (MDS), a tenu hier, à Alger, une cérémonie à l'occasion de la Journée internationale de la femme.

La femme algérienne a été à l'honneur, hier, au siège du Mouvement démocratique et social, où son combat et sacrifice pour la libération du pays ont été mis en avant. Tous ces sacrifices de jeunes femmes, pour la plupart ne dépassant pas la vingtaine, qui ont dédié leur vie pour une Algérie libre et indépendante. Les femmes algériennes, qui ont pris part à tous les combats sociaux et démocratiques, post-indépendance, ont également eu leur part de reconnaissance pour tous les acquis qu'elles ont arrachés pour la condition féminine. C'est que l'Algérie indépendante a aussi eu ses martyres de la décennie noire, ce lourd tribut qu'elles ont payé au prix de leur vie. Elles ont dit non à l'obscurantisme, elles ont dit non aux menaces et intimidations de tout genre.

Le MDS a enfin tenu à saluer toutes ces femmes algériennes qui continuent, au jour d'aujourd'hui, de s'affirmer et de participer activement pour la construction d'une société plurielle et mixte.

M. M.

L'ASSOCIATION DJAZAÏROUNA LEUR A RENDU HOMMAGE HIER

Pour ne pas oublier les femmes victimes du terrorisme

Comme chaque 8 Mars, Journée internationale de la femme, l'association Djazaïrouna et l'Observatoire des violences faites aux femmes (Ovif) ont tenu à marquer cet événement en évoquant l'histoire sanglante récente du pays dans un élan pédagogique de mémoire à l'endroit des nouvelles générations.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Comme de tradition, les membres de ce duo associatif ont pris possession, hier en mi-journée, de la place de la Concorde civile qui fait face à la Grande-Poste, en plein cœur de la capitale. Une place dont les organisateurs de cette manifestation de mémoire tiennent encore à la dénomination qu'ils lui ont attribuée il y a des années de cela, en hommage à Karima Belhadj, cette jeune fille, la toute première femme assassinée par les hordes islamistes.

Un baptême «informel» que le président de la République a remis en cause en baptisant l'endroit place de la Concorde civile.

Et comme il s'agissait de la Journée internationale de la femme, la manifestation d'hier était exclusivement dédiée aux femmes et filles, par milliers, à avoir été fauchées par les terroristes islamistes. Certaines de ces victimes avaient leurs noms compilés dans de tristes listings brandis face aux passants, manière «d'honorer leur mémoire et d'entretenir leur combat», explique Chérifa Keddar, présidente de Djazaïrouna pour laquelle cette action se veut purement pédagogique à l'endroit des nouvelles générations. Ce qui ne semble pas une œuvre facile tant pour bien de jeunes, le qualificatif d'islamistes, dont Djazaïrouna et l'Ovif ont affublé les terroristes auteurs des crimes commis contre ces milliers de femmes et de jeunes filles, voulait dire «musulmans». Une confusion que Keddar et ses collègues n'ont de cesse de faire éviter à ces jeunes visiblement en mal de maîtrise de concepts. Et quand un barbu s'est mis de la partie pour entretenir, lui, sciemment, cette confusion, la présidente de Djazaïrouna n'a pas été par trente-six chemins pour lui répliquer que ceux qui

égorgeaient et tuaient femmes et jeunes filles le faisaient au nom d'Allah.

Pour Keddar, le nombre des femmes victimes des violences terroristes islamistes est encore indéterminé même si, affirme-t-elle, à l'échelle de l'association qu'elle préside, elles sont presque huit mille.

Et d'expliquer sa présence, quelques instants auparavant, au sit-in des familles des disparus de la même triste et sanglante période terroriste, à la place du 1^{er} Mai, par sa conviction qu'il s'agit d'un même combat, celui de la vérité et de la justice. «Seul un juge est à même de déclarer au nom du peuple algérien que tel disparu est un terroriste et tel autre ne l'est pas», affirme-t-elle, inscrivant son combat dans l'objectif d'un Etat de droit, démocratique et laïque. «Vous voyez bien que réciproquement, des membres de SOS disparus, à leur tête leur porte-parole, Hacène Ferhati, est parmi nous pour honorer la mémoire des femmes victimes des terroristes islamistes», déclare la présidente de Djazaïrouna.

M. K.